



Stop silence Haïti ! (2)

La politique internationale vis-à-vis d'Haïti doit changer !

Plus de 150 organisations (syndicats, ONG, associations, mouvements paysans, féministes, citoyens) haïtiennes, européennes, latino-américaines, canadiennes et africaines appellent à un changement de politique internationale vis-à-vis d'Haïti.

En octobre 2020, était lancée la campagne internationale *Stop silence Haïti !* Huit mois plus tard, où en est-on ? Toutes les exactions, violences et injustices dénoncées dans cet appel se sont aggravées. La pauvreté s'est accrue, la faim affecte plus de 4 millions de personnes, les enlèvements – doublés de viols –, se sont multipliés, et les bandes armées ont encore étendu leur pouvoir. L'insécurité généralisée touche toutes les couches de la population, compromettant un peu plus l'accès aux services sociaux de base, dont l'éducation et la santé.

Il n'y a eu aucune avancée judiciaire dans les massacres – douze massacres ont été enregistrés depuis 2018 – et les affaires de corruption, au premier rang desquelles, Petrocaribe, alors que de nouvelles enquêtes, nationales et internationales, confirment l'implication et la complicité du pouvoir. L'assassinat du bâtonnier du barreau de Port-au-Prince, Maître Monferrier Dorval, comme tant d'autres, demeure impuni. La violence et l'impunité se nourrissent mutuellement, plongeant Haïti dans un cercle vicieux.

La détérioration des droits et des conditions de vie de la population est catalysée par la crise politique. Le 7 février 2021, s'achevait le mandat présidentiel de Jovenel Moïse. Mais, ce dernier a refusé de quitter le pouvoir. Il entend rester à la tête de l'État, le temps d'organiser à tout prix un référendum – interdit par la Constitution – fin juin et des élections en septembre.

En agissant de la sorte, et en inventant une tentative de coup d'État, pour justifier la mise à la retraite de trois juges de la Cour de cassation – ce qui constitue un (autre) acte inconstitutionnel –, Jovenel Moïse opte clairement pour une stratégie du pourrissement, et consacre l'autoritarisme de son régime. Il continue pourtant de bénéficier du soutien du *Core Group*¹, en général, et des États-Unis, en particulier.

Ces derniers mois et à de multiples reprises, les mouvements paysans, et de femmes, les syndicats, les jeunes *Petrochallengers*, les églises, les ONG de droits humains, les organisations sociales, les milieux de la justice et de l'éducation, les intellectuel·les, ont manifesté en masse pour exiger le respect de la Constitution, le départ de Jovenel Moïse et une *transition de rupture*.

Ils et elles ont pu compter sur une mobilisation internationale, qui s'est exprimée par divers courants. Ainsi, depuis le 7 février 2021, la Confédération syndicale internationale (CSI), la Coordination Europe-Haïti (Co-EH), l'Assemblée internationale des peuples, pour ne prendre que ces exemples, se sont positionnées en soutenant les revendications des mouvements haïtiens.

¹ États-Unis, Canada, Allemagne, Espagne, Brésil, France, Union Européenne (UE), Organisation des États Américains (OEA) et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies.

Au niveau diplomatique aussi, les lignes commencent à bouger. Soixante-huit députés démocrates du Congrès des États-Unis ont appelé à un changement de politique de Washington vis-à-vis d'Haïti. Le Parlement européen vient de voter une résolution d'urgence². S'il refuse de soutenir le référendum et rappelle que « les violences en Haïti sont étroitement liées à des bandes armées, dont certaines sont soutenues et financées par l'oligarchie locale », il n'en continue pas moins d'entretenir le mythe que des élections libres et crédibles puissent être organisées par les autorités haïtiennes.

Jovenel Moïse continue de la sorte sa fuite en avant, et la « communauté » internationale se laisse, au nom du « dialogue national inclusif » et d'une sortie de crise par les élections, prendre au piège – voire instrumentalise ce piège – d'un soutien au président *de facto*. Un large consensus national s'est pourtant forgé depuis des mois, contre Jovenel Moïse. Appeler, encore et toujours, ce dernier à lutter contre la violence, l'impunité et la polarisation du pays, alors qu'il en est l'un des principaux responsables, tient de l'aveuglement ou de l'hypocrisie.

Les conditions ne sont réunies ni pour des élections libres et démocratiques, ni pour un référendum portant sur la Constitution. Jovenel Moïse n'a aucune légitimité pour les organiser. Dans la situation actuelle, avec le contrôle de quartiers entiers par les bandes armées, et l'instrumentalisation par le pouvoir des institutions et mécanismes électoraux, ces élections n'auront aucune crédibilité. Elles n'ont, de toute façon, d'autre but que de consacrer la reproduction de la clique au pouvoir et de consacrer l'impunité, enfermant le pays dans un nouveau cycle de violence et d'instabilité.

Jovenel Moïse participe au problème, non à la solution. Chaque jour qui passe avec lui au pouvoir est une occasion manquée pour un changement démocratique, rendant plus compliquée et plus ardue la transition. La communauté internationale ne manque pas d'informations sur ce qu'il se passe en Haïti ; elle manque de courage. Le courage d'entériner l'échec de la diplomatie suivie ces dernières années, sinon ces décennies, de se confronter aux États-Unis, de faire prévaloir les droits humains et d'écouter les revendications des Haïtiens et Haïtiennes.

En conséquence, nous exigeons des gouvernements, institutions internationales et singulièrement du Core Group :

1. De respecter la souveraineté des Haïtiens et Haïtiennes, et de dénoncer toute ingérence.
2. D'écouter les acteurs et actrices de la société civile haïtienne, qui se sont prononcés publiquement et à maintes reprises contre la tenue d'un référendum et d'élections, qui, dans les conditions actuelles, ne seront ni libres ni démocratiques, et ne peuvent s'apparenter qu'à une farce tragique, risquant de conduire à la restauration de la dictature.
3. De dénoncer l'illégitimité du référendum et du processus électoral, ainsi que l'absence de conditions pour que des élections libres et démocratiques puissent être réalisées avec Jovenel Moïse au pouvoir.
4. De soutenir un processus de transition exigé et mis en œuvre par les Haïtiens et Haïtiennes, en s'appuyant sur la Constitution de 1987.

² Résolution du Parlement européen du 20 mai 2021 sur la situation en Haïti (2021/2694(RSP)).

5. D'appuyer le travail des organisations haïtiennes pour que les responsables des violations des droits humains – au premier rang desquels les massacres et la dilapidation des fonds Petrocaribe – soient jugés de façon juste et équitable.
6. De revoir plus largement, avec humilité et honnêteté, leurs politiques poursuivies ces dernières années, et même décennies, qui ont contribué à l'impasse actuelle.

*

Organisations signataires :

Confédération Syndicale Internationale (CSI), International
 Coordination Europe-Haïti (COEH), Europe
 Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), International

Acción Afro-Dominicana, République dominicaine
 Accion Ecologica, Équateur
 ActionAid, France
 Agenda Solidaridad, République dominicaine
 AITEC, France
 Anacaona Droits Humains Haïti, France
 Asbl Theux/Saint-Michel, Belgique
 Asbl Farnières-Haïti, Belgique
 Asociación Acción Verapaz, Espagne
 Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA), France
 Association PeopleKonsian, France
 Association Pour Haïti, France
 Ayiti Cheri vzw, Belgique
 Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD), Mali
 ATTAC - CADTM, Argentine
 ATTAC - CADTM, Maroc
 ATTAC Liège, Belgique
 ATTAC Wallonie Bruxelles (AWB), Belgique
 AWMR-Italia Associazione Donne della Regione Mediterranea, Italie
 CADTM – AYNA, Amérique latine
 CADTM – Belgique, Belgique
 Carrefour de solidarité internationale, Canada
 Cátedra Libre de Pensamiento Latinoamericano "Ernesto Che Guevara", Mexique
 Coopération Éducation Culture (CEC), Belgique
 Centre francophone de recherche partenariale sur l'assainissement, les déchets et l'environnement (CEFREPADE), France
 Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), France
 Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), France
 Centro de militares para la democracia argentina (CEMIDA), Argentine
 Centre d'Education et d'Interventions Sociales (CEIS), Haïti
 Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO), Canada
 Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11), Belgique
 Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Équateur
 Centro de Pensamiento Crítico Pedro Paz, Argentine
 Centro de Promocion y Formacion en Derechos Humanos, Venezuela

Centre d'Éducation Populaire André Genot (CEPAG), Belgique
Centre tricontinental-CETRI, Belgique
Centro de Pensamiento Crítico Pedro Paz, Argentine
Círculos bolivarianos socialistas Costa Rica, Costa Rica
Clowns Sans Frontières, Canada
Coalition des Acteurs de la Société Civile (CASC), Haïti
Coalition Haïtienne au Canada contre la Dictature en Haïti (COHCCDH), Canada
Codepink, États-Unis
Collectif 35 des amis d'Haïti, France
Collectif Haïti de France (CHF), France
Collectif Régional pour la Coopération Nord-Sud (CIBELE), Ile de France, France
Collectif Régional pour la Coopération Nord-Sud (CORENS), France
Comité argentino de solidaridad por el fin de la ocupación de Haití, Argentine
Colectivo Tejido de transicionantes por el Valle del Cauca, Arturo Escobar, Colombie
Colonialism Reparation, Italie
Comitê anti-imperialista general Abreu e Lima, Brésil
Comité de Derechos Humanos de Base de Chiapas Digna Ochoa, Mexique
Comité Democrático Haitiano en Argentina, Argentine
Comité Dominicano de Derechos Humanos, République Dominicaine
Commission altermondialisation et solidarité internationale de Québec solidaire, Canada
Commission Haïtienne pour le Respect des Droits Humains (CHREDHU), Haïti
Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP), Haïti
Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), France
Comuna Caribe, Puerto Rico
Comunidad Cristiana Vanguardia Obrera, Espagne
Comunista de Catalunya, Espagne
Confederación Intersindical Galega (CIG), de Galiza, Espagne
Confédération des Syndicats Chrétiens (ACV-CSC), Belgique
Confédération des Travailleurs et Travailleuses des Secteurs Public et Privé (CTSP), Haïti
Confédération des Travailleurs Haïtiens (CTH), Haïti
Congreso de los Pueblos - Capítulo Chile, Chili
Conseil National des Comités Populaires (CNCP), Martinique
Coordinadora Simón Bolívar, Venezuela
Diaspora Africaine de Belgique (DAB), Belgique
Diaspora Togolaise de Belgique (DTB), Belgique
Diálogo 2000-Jubileo Sur, Argentine
ECOSUR, Ecología, Cultura y Educación desde los Pueblos del Sur, Argentine
Encuentro Belgian Latin America Network, Belgique
Enfant Haïtien France Action (EHFA), France
Entraide et Fraternité, Belgique
Europe Écologie Les Verts, France
Europe solidaire sans frontières (ESSF), France
Fédération Nationale des Travailleurs en Education et en Culture (FENATEC), Haïti
Fédération Nationale des Syndicats en Éducation (FENASE), Haïti
Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) fédérale, Belgique
Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) wallonne, Belgique
Fédération des organisations paysannes pour l'intensification agricole et la promotion de l'agriculture familiale (FOP-SIPAF) du sud Kivu, République démocratique du Congo
Fédération syndicale unitaire (FSU), France

Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua (FUCVAM), Uruguay
FIAN Belgium – Pour le droit à l'alimentation, Belgique
Fondation Frantz Fanon, France
Forum Nord Sud asbl, Belgique
Frères des Hommes, Belgique
France Amérique latine (FAL), France
Frente Nacional de Luta Campo e Cidade (FNL), Brésil
Fuerza de la Revolucionmanuelj (FR), République dominicaine
Fundación Embajada de Derechos Humanos, Venezuela
Fundación para la Promoción de los Derechos Humanos y Justicia de Paz, Équateur
Fundación Vivian Trías. Uruguay
Geomoun, Belgique
Grandir en Haïti, France
Groupe d'économie solidaire du Québec, Canada
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), Haïti
Grupo « Solidair met Guatemala », Belgique
Grupo de apoyo a la solidaridad de Haití (Grash), Espagne
Grupo de Trabajo CLACSO "Crisis, respuestas y alternativas en el Gran Caribe", Amérique latine
Haiti Support Group, Grande-Bretagne
Hoopvoorhaiti, Belgique
IFSI-ISVI, Coopération syndicale internationale, Belgique
Informationsstelle Lateinamerika (ILA), Allemagne
Initiative Artisans, Haïti
Initiative Patriote Marien (IPAM), Haïti
Iraqi Social Forum, Iraq
Institut de Technologie et d'Animation (ITECA), Haïti
Ligue des droits de l'Homme (LDH)-France, France
Lyon Haïti Partenariats, France
Marcha Mundial de las Mujeres Macronorte, Pérou
Medico international, Allemagne
MISEREOR, Allemagne
Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), Belgique
Movimiento Rebelde, République dominicaine
Movimiento de Integración y Emancipación de Derechos Humanos del Sur, Venezuela
Nègès Mawon, Haïti
Nou Pap Domi, Haïti
Observatorio de la Riqueza Padre Arrupe, Argentine
Ongd AFRICANDO, Espagne
Organizaciones libres del pueblo-resistir y luchar, Argentine
Osjosma vzw, Belgique
Other News, Italie
Parti de la Gauche Européenne, Europe
Partido por la Victoria del Pueblo, Uruguay
Partido Comunista Revolucionario del Uruguay, Uruguay
Partido de la Refundación Comunista – Izquierda Europea, Italie
Pazapas ASBL, Belgique
Pèp Lib vzw, Belgique
Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), Haïti
Plateforme altermondialiste, Canada
Plateforme Haïti.be, Belgique

Plate-Forme Haïti de Suisse (PFHS), Suisse
Plateforme Nationale des Syndicats des Institutions Publiques (PLANSIP), Haïti
Pour une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS), France
Rasanble pou'n Chanje Lavi'n (RaCh-Lavi'n), Haïti
Red de Solidaridad con Chiapas de Buenos Aires, Argentine
Regroupement des Haïtiens vivant à Montréal contre l'occupation d'Haïti (REHMONCO),
Canada
Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable
(RITIMO), France
Relais France-Europe de la Fondation Max CADET d'Haïti, France
Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), Haïti
Réseau syndical international de solidarité et de luttes, France
Réseau Sud-Est de Défense des Droits Humains (RESEDH), Haïti
School of the Americas Watch (SOAW), Amérique latine
Secours Catholique - Caritas France, France
Service Œcuménique d'Entraide, France
Servicio Paz y Justicia – SERPAJ, Argentine
Socialist Revolutionary Workers Party (SRWP), Afrique du Sud
Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA), Haïti
Solidaridad Dominicana con Haití, République dominicaine
South African Federation of Trade Unions (SAFTU), Afrique du Sud
Suteba de La Matanza, Argentine
Tet Kole Ti Peyizan Ayisyen, Haïti
Ti Gout Dlo en Haïti, Belgique
Tysea - Hoop voor Haïti, Belgique
Union de Vecinos, États-Unis
Union juive française pour la paix (UJFP), France
Union Nationale des Normaliens/nes et Educateurs/trices d'Haiti (UNNOEH), Haïti
Vlaams Haïti Overleg, Belgique
Vision pour une nouvelle société haïtienne (VINOUSH), France
Women's All Points Bulletin, WAPB, États-Unis
WSM - We social movements, Belgique